

T2137 - 387 - 4,00 F

# le monde libertaire

rédaction  
administration  
3 rue ternaux  
75011 paris  
tel: 805 34.08  
ccp publico  
1128915 paris

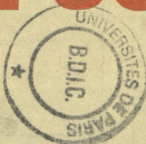
hebdomadaire

N° 387 JEUDI 5 FÉVRIER 1981 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

## POUR UNE SOCIÉTÉ CONTRE L'ÉTAT



*Société sans Etat, société contre l'Etat*

### Vers la réunification d'un être social aujourd'hui éclaté

C E n'est un secret pour personne, à défaut d'être vieux comme le monde, l'Etat existe depuis très longtemps. Les aztèques, les romains, l'empire chinois, les zoulous, le pouvoir royal, connaissaient l'Etat.

Qu'on ne s'y trompe cependant pas, avec la révolution industrielle et technologique, le phénomène a pris une ampleur nouvelle. Aujourd'hui, c'est un véritable spectre qui hante la planète tout entière. De Washington à Moscou, en passant par Paris, Bangui, Monaco ou Alger, il n'est pas un pays qui échappe à son emprise. Chaque jour qui passe le voit étendre un peu plus ses tentacules, régénérant, paralysant et parasitant la vie sociale à qui mieux-mieux. Un véritable cancer, l'Etat ! Industrielle, post-industrielle ou en voie de développement, capitaliste, « socialiste » ou de sexe mal déterminé, toutes les formes de sociétés existantes sont touchées; aucune n'est épargnée. Certes, selon les cas d'espèces, il peut prendre le masque hideux du totalitarisme ou celui plus subtil de la démocratie libérale avancée. Cela étant, quelque soit le mas-

que dont il s'affuble, l'Etat moderne présente partout le même visage : celui de l'organisation méthodique et de plus en plus scientifique de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme.

Bizarrement, devant cette expansion continue de l'Etat, les hommes éprouvent un sentiment mitigé. Tout en craignant et parfois en dénonçant le poids grandissant de l'Etat dans la vie sociale, rares sont cependant ceux qui songent à s'en débarrasser. Tout compte fait, tout se passe comme si l'Etat était vécu comme un mal nécessaire : celui des sociétés ayant atteint un certain stade de complexité. Alors, l'Etat, une fatalité dont il convient de s'accommoder en en limitant les effets pervers ? Voir !

Pour la plupart des révolutionnaires, l'Etat n'a en effet rien d'une fatalité. D'une part il n'a pas toujours existé et d'autre part s'il apparaît aujourd'hui comme indispensable à nombre de gens, c'est tout simplement parce qu'il s'est arrangé pour être perçu comme tel. En fait, si l'Etat existe et se renforce sans cesse c'est parce qu'il existe des

antagonismes de classes. Sa fonction depuis toujours a été de servir la classe dirigeante, de l'aider à maintenir l'ordre existant, à savoir : l'exploitation et l'oppression de la majorité par une minorité. Bien entendu, pour masquer sa réalité d'instrument au service exclusif de la classe dirigeante, l'Etat s'est efforcé d'apparaître comme étant au-dessus de la mêlée. C'est bien connu, la justice est la même pour tous, les riches paient proportionnellement autant d'impôts que les pauvres, l'armée ne sert jamais à briser les grèves...; la rengaine et connue et n'abuse que les sots. D'ailleurs, si l'Etat était aussi neutre qu'il le prétend, on ne verrait pas les postulants à l'exercice du pouvoir politique tourner autour de lui comme des clients en manque autour d'une pute. Au fond, personne n'est dupe. Tous les requins de la politique savent que la conquête du pouvoir passe par la conquête de l'Etat. Alors, finalement, l'Etat ne serait donc qu'un simple instrument que l'on pourrait jeter à la poubelle de l'histoire avec son maître ? Rien n'est moins sûr.

*suite page 5*

F.P. 2520



## Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

### PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHATEAU  
 ALLIER : MOULIN - IZEURE  
 ARDECHE : AUBENAS  
 AUBE : TROYES  
 AUDE : NARBONNE  
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX  
 DOUBS : BESANCON  
 EURE : EVREUX  
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL  
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC  
 HERAULT : BEZIERS  
 ILE-ET-VILAINE : RENNES  
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
 LOIRE : ST. ETIENNE  
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
 MOSELLE : METZ  
 NORD : LILLE - VALENCIENNES  
 OISE : CREIL - BEAUVAIS  
 ORNE : ARGENTAN  
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE  
 - BIARRITZ  
 HT-RHIN : MULHOUSE  
 RHONE : LYON  
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES  
 MANCHE : CHERBOURG  
 LOT-ET-GARONNE : AGEN  
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN  
 SOMME : AMIENS  
 VAR : REGION TOULONNAISE  
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN  
 HTE-VIENNE : LIMOGES  
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE  
 BELGIQUE  
 SUD-LUXEMBOURG

### RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.

BANLIEUE SUD  
 - FRESNES-ANTONY  
 - LES ULIS  
 - MASSY-PALAISEAU  
 - ORSAY-BURES  
 - RIS-ORANGIS  
 - MASSY  
 - VILLEJUIF  
 - MONTROUGE

BANLIEUE EST  
 - GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES  
 - MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST  
 - NANTÈRE - LA DÉFENSE  
 - VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD  
 - VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN  
 - DOMONT  
 - ARGENTEUIL, COLOMBES  
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS  
 La Seyne-sur-mer, Laon, Aine, Soissons, Cannes, Grasse, Ardennes, Salon, Caen, Angoulême, Mârennes-Oléron, Saintes, Valence, Concarneau, Le Vigon, Brest, Montpellier, Sète, Châteauroux, Sassenage, Isère, Jura, Blois, Vendôme, Le Puy, Florac, Laval, Noyon, Hénin-Beaumont, Bas Rhin, Le Mans, Thonon-les-Bains, Nord Seine-et-Marne, Maule, Parthenay, Montauban, Hyères, Poitiers, Nord Haute-Vienne, Vosges, Toulouse.

### LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS  
 - LIAISON DES CHEMINOTS  
 - LIAISON DU LIVRE  
 - CERCLE INTER-BANQUES  
 - LIAISON SFP  
 - LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

\*\*\*\*\*

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex.  
 Groupe de Troyes : pour tous contacts, écrire à Claude Garceira, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex.

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillotte.  
 Permanence F.A. d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis et samedis de 18 à 19 h.  
 Groupe du 11° : permanence à Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens.

Liaison Blois : BP 962, 41009 Blois cédex.  
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15°), Métro Boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18°.

Groupe Evreux-Louviers : - CES, B.P. 237, 27002 Evreux-Cédex; - F.A., 2, rue Roger Jourdain, 27400 Louviers.

Groupe Fresnes-Antony : mercredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro : Antony (tél. 668-48-58).

Groupe du 14° : petite salle du patronage laïc, 72, ave Félix-Faure (Paris-15°). Métro Boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires, centre Alfa de Bondy, 3, allée des pensées, 93140 Bondy.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23) 80-17-09).

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2° et 4° jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Liaison Angoulême : tous les samedis de 14 à 17 h dans son local, 19, rue des Acacias.

Groupe Voline : 26, rue Piat, 75011 Paris. Permanence le 1° et 3° jeudi de chaque mois de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe de Grenoble : tous les premiers vendredis du mois (souffle 08-05-81), rue Berthe de Bostteux, Maison des Associations, ancienne Bourse du Travail de Grenoble, 2° étage, salle Est.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 3, rue Ternaux, Paris 11° (M° Oberkampf) - Tél : 805-34-08.

## COMMUNIQUÉS

Cheminot ! *Voie Libre* revient, nous avons besoin de vos articles rapidement. Prenez contact, c'est urgent. Ecrivez aux RI qui transmettront.

Un groupe est en formation sur Yzeure dans l'Allier. Les libertaires de la région peuvent prendre contact s'ils sont intéressés par la propagande des idées libertaires. Ecrire aux RI, pour le groupe d'Yzeure.

Un deuxième groupe se constitue sur Toulon; il s'appelle « groupe action-directe FA de Toulon ». Afin de le contacter, il tiendra des permanences tous les samedis de 15 à 19 heures au local du Cercle Jean Rostand (LP) rue Montebello, immeuble Lamer, Toulon, derrière la gare.

Le groupe du 14° arrondissement de Paris tiendra désormais une permanence à la petite salle du patronage laïque, 72, avenue Félix Faure (15°), métro Boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 heures.

La nouvelle adresse de la liaison de Blois est désormais : BP 962, 41009 Blois cédex.

Le groupe Kropotkine, momentanément privé de local à compter du 1er janvier 81 (le propriétaire n'aime pas les anarchistes) demande à tous les sympathisants de le contacter provisoirement aux ventes du ML, le jeudi à la gare du Val, le vendredi à la gare centrale de 17 h 30 à 19 h.

Le groupe de Montrouge invite les personnes intéressées par la propagande anarchiste dans les communes de Bagneux et bien sûr de Montrouge, à prendre contact avec lui par l'intermédiaire des RI.

Un groupe est en formation dans le 4° arrondissement : le groupe du Marais. Pour tout contact, écrire aux R.I. qui transmettront.

Les R.I. vous informent de la création d'une liaison à Châtelleraut.

Habitants de Sarcelles et proche banlieue, si la formation d'un groupe libertaire vous intéresse, écrivez aux RI (pour le groupe de Sarcelles en formation) vous permettra de prendre contact.

La réunion-débat sur le problème des prisons aura lieu le vendredi 6 février à 20 h 30, à la salle de la Ruelle de la Fontaine (derrière la mairie de Fresnes, bus 187, Porte d'Orléans). La réunion sera précédée d'un exposé de Serge Livrozet.

**Groupe Fresnes-Antony**

Le numéro 9 de la Commune Libertaire, éditée par le groupe Fresnes-Antony, est paru. Vous pouvez le commander à Publico contre 1,40 F en timbre.

## Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h 10, rue Robert Planquette Paris 18° (M° Blanche)

Tous les samedis de 15 à 17 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n° 56 635  
 Imprimerie « Les marchés de France »  
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°  
 Dépôt légal 44 149 : 1er trimestre 1977  
 Routage 205 - Publ Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse



Autocollant édité par le groupe d'Evreux.  
 Prix : 3 F l'unité en dessous de 10 ex. 20 F les 50

**VOTER c'est ABDIQUER**

**GREVE GENERALE**

**EXPROPRIATRICE**

**AUTOGESTIONNAIRE**

FEDERATION ANARCHISTE 145, rue Amelot PARIS 11°

Cet autocollant (2 couleurs), vient d'être réédité par le groupe du 11°. Prix : 1 F l'unité 15 F les 50 30 F les 100

**L'ARMÉE: ça tue ça pollue ça rend con**

Fédération Anarchiste 145, rue Amelot Paris 11°

Autocollant édité par le groupe Berneri  
 Prix : 1,50 F l'unité, 1 F au-dessus de 10 ex.

## Sommaire

PAGE 1	La nucléaire ? Non dangereux !
Société sans Etat...	
PAGE 2	PAGE 5
Activités des groupes FA	La société sans Etat (fin)
PAGE 3	Stratégie de rechange
En bref	
« Tribune libre »	PAGE 6
Bilan des procès d'insoumis	Informations Internationales
PAGE 4	PAGE 7
A Boulets Noirs	Livres, B.D., poèmes
Procès d'éducateurs de prison	PAGE 8
	Stratégie de rechange (fin)
	Les indiens Jivaro

**Abonnez vous !**

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	<b>LE MONDE LIBERTAIRE</b>
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration :
26 n°	95 F	110 F	150 F	3 rue Ternaux 75011 Paris
52 n°	180 F	210 F	280 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom : ..... Prénom : .....

N° : ..... Rue : .....

Code postal : ..... Ville : .....

à partir du N° : ..... (inclus) Pays : .....

Abonnement  Reabonnement  Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin)

Cheque postal  Cheque bancaire  Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.



## en bref...en bref...

M. Jean-Pierre Lecat (ministre de la Culture et de la Communication) a déclaré le 20 janvier dernier, au cours d'une séance de travail du Syndicat national de la presse hebdomadaire : « Il ne faut en aucun cas qu'un prétendu besoin d'innovation exploité par certains... aboutisse à une situation anarchique, véritablement dramatique pour la liberté et le pluralisme de l'information dans notre pays ». M. Lecat s'est empressé de faire appliquer ces bonnes paroles : Radio Alarme a été saisie dès le 25 janvier et un animateur arrêté.

La coordination des objecteurs de Strasbourg (Bas-Rhin) se tient tous les lundis de 18 à 20 heures au 101, Grande Rue, 67000 Strasbourg. Pour tous renseignements antimilitaristes, écrire également à cette adresse.

A l'occasion de l'anniversaire de l'accident de Three Miles Island, après celui de la Hague qui remet à l'ordre du jour le problème du danger nucléaire, la coordination nationale antinucléaire (CNAN) a décidé d'une journée nationale d'action sur le thème du danger nucléaire, le samedi 28 mars.

A Perpignan, le mercredi 4 février, à 21 heures, au cinéma Top, sera passé le film *Norma Rea*, en introduction à un débat sur le syndicalisme et l'anarcho-syndicalisme.

A cette occasion, le Cercle d'études sociales de Perpignan, 48, rue des Augustins, propose des places à 16 ou 10 francs.

L'union locale de la CNT-AIT d'Aude appelle les compagnons de la région du Gers et des Pyrénées, intéressés par la création de syndicats libertaires à la contacter. Pour les gens intéressés, écrire à la CNT : CES, 32300 Mirande.

Marc Holleinstein passera en procès au TPIA de Lyon pour insoumission, le 9 février. De nombreux camarades de la FA participent au soutien.

Martin Scholer, de Saint-Louis, passera en procès au TGI de Mulhouse, le mardi 10 février à 8 h 30. Il fait partie de la cinquantaine de personnes qui avaient renvoyé ou brûlé les papiers militaires en soutien à R. Schirner alors incarcéré pour insoumission.

Le groupe libertaire de Moulins et le comité de soutien à Gilles Bertrand, instituteur, passera en procès pour insoumission le vendredi 6 février 1981 au tribunal de Cusset (03) à 14 h 30.

Thierry Caradec, l'un des déserteurs arrêtés au pont de l'Alma, avec Philippe Negron et Jean-Daniel Bolzer passera le 19/2/81 à 13 h, au TPIA de Paris, boulevard de Reuilly.

Numéro d'écrou des trois déserteurs : Thierry Caradec, n° 700544 3/446, 1, avenue de la Division-Leclerc, 94261 Fresnes Cedex.

Alain Negron, n° 11538, cellule 217, maison d'arrêt, chemin de Choussney, 33170 Gradignan. Jean-Daniel Bolzer, n° 2071, maison d'arrêt, Boulevard J. Cartier, 35000 Rennes.

## Communiqué

« L'initiative Santé Social Education », secteurs Cadillac et Bordeaux organise trois journées sur la Santé les 13, 14 et 15 février, avec animations, films et débats : vieille Bourse du Travail, 42, rue de Lalande, 33000 Bordeaux.

Participation : 15 F une entrée, 30 F les trois jours.

Programme : vendredi 13, soirée : les handicapés, loi AUDASS-GAMIN, *Bon pied bon œil* (film). Samedi 14 : *Agression* (film), les GIA (Groupes information asiles) avec Etienne Laroque, luttés des travailleurs sociaux. Soir : *Les anges déchus de la planète Saint-Michel* (film), drogue, drogués, délinquance, free clinics.

Dimanche 15, matin : m'eurs en fugue, « Collectif 7+ », éducation spécialisée, travail social et répression. Après-midi : les alternatives à la psychiatrie, lieux de vie, *Le Corry*, diaporama. Soirée, même sujet que samedi soir.

Adressez vos témoignages d'expériences, informations directes, pour contact à : « Initiative, 21 route de Branne, 33410 Cadillac-sur-Garonne ou à Bordeaux (adresse ci-dessus).

## « TRIBUNE LIBRE »

DEPUIS juillet 79, la Fédération anarchiste n'avait pas été invitée à l'émission « Tribune libre » sur FR3. Jeudi 29 janvier, cette « erreur » a été réparée, « on » a daigné lui laisser la parole à nouveau dans cette émission, la seule où elle peut s'exprimer dans le monopole d'Etat radio-télévisé. Vous avouerez que c'est peu, très peu, si on met en balance d'un côté toutes les idéologies, les explications sociologiques ou les projets de sociétés coercitifs, autoritaires, et de l'autre les explications et projets sociaux non coercitifs, sans Etat, libertaires. Quoi qu'il en soit, ces treize minutes ont été malgré tout une aubaine pour dire ce que pensent les anarchistes des élections présidentielles. C'est tôt, mais enfin on n'a pas le choix, car avant le 26 avril, c'est sûr, on ne passera pas.

Notre compagnon Yves Peyraud, répondant aux questions de la journaliste Eliett Korsian, a tout d'abord été très net en appelant au boycott de cette élection. Puis il a expliqué les différentes motivations de ce refus, qu'il a distingué de l'absence de motif qui inanime la partie abstentionniste de la masse des indifférents.

La première raison tient, pour Yves, plus d'une réaction d'humeur que d'une réflexion cohérente, et est due « au dégoût provoqué par les mœurs de la classe politique française, basées sur les scandales à répétition et les compromissions d'états-majors ».

La deuxième raison tient du pied de nez personnalisé par Coluche et qu'un grand nombre de personnes s'approprie à faire, même si le discours est creux et sans portée (pas sur le plan publicitaire, ouah les mecs, faut savoir se placer). Evidemment, la Fédération l'admet dans ne marche pas, on préfère Proudhon et Bakounine qui nous chauffent bien plus le cœur, et qui ont permis à Yves d'enchaîner sur sa troisième raison qu'on peut illustrer par sa réflexion suivante : « Le dimanche, en déposant un bulletin dans l'urne, les individus font acte de souveraineté quand le lundi matin, pour tous ceux qui sont salariés, ils retrouvent les rapports de maître à esclave qui existaient du temps de l'esclavage ou du temps de la féodalité ». Quant aux espoirs à placer dans la gauche, Yves nous dit qu'une prise du pouvoir par celle-ci ne remettra pas en cause la société hiérarchisée capitaliste, car il s'agit toujours d'exercice du pouvoir, et qu'en conséquence, « elle gèrera loyalement la société inégalitaire et capitaliste comme l'a fait Callaghan en Angleterre et Schmidt en Allemagne ».

« Dans ces conditions, que proposent les anarchistes ? », s'interroge la journaliste. Et notre camarade Roland Bosdeux prend à son tour la parole, d'abord pour faire une mise au point concernant l'impossibilité de mélanger au système capitaliste des propositions anarchistes, car chaque système économique a sa logique propre et est contradictoire avec l'autre, ensuite pour développer cette nouvelle idée qu'on peut faire remonter à 1848 qui s'inspire du mutualisme et du coopératisme, courants du mouvement ouvrier qu'est, l'autogestion. Cette autogestion n'a rien à

voir avec les modes après soixante-huitardes ou avec les modèles yougoslave ou algérien. Elle suppose deux préalables, la suppression de l'Etat, gendarme du système capitaliste et instrument de domination d'une classe, et la suppression des inégalités économiques, « et seulement économiques », insiste Roland, qui sont le fondement du système capitaliste et une des causes de sa division en classes.

Pour y arriver, il est nécessaire de faire une révolution qui balayera le système actuel et reconstruira un ordre social partant de la base de l'individu, de l'unité de production, d'habitation, etc. L'élément qui liera, coordonnera ces unités et donnera la vie à la collectivité, au nouvel être social, c'est le fédéralisme tel que l'a défini Proudhon et qui trouve certaines applications actuellement, par exemple dans les grandes organisations syndicales dont l'activité est quadrillée par des structures verticales que sont les fédérations de corps de métiers et des structures horizontales que sont les inter-professions, les unions locales, départementales, chaque niveau d'organisation, chaque élément étant lié et solidaire, mais conservant sa liberté, son autonomie, le tout défini par le contrat, par une constitution. Yves nous fait remarquer :

« Nous sommes en réalité des gens exigeants, c'est-à-dire qu'au lieu de déléguer, d'abandonner son pouvoir auprès de professionnels de la politique ou de l'économie, nous préconisons que chacun récupère le pouvoir dont il a été privé, dont on l'a frustré entièrement pour l'exercer entièrement ». Et Roland ajoute :

« En définitive, l'autogestion, la définition de l'autogestion, c'est la gestion directe, c'est-à-dire la gestion par soi-même. Donc, à partir de là, c'est effectivement l'obligation d'une implication de chacun, une prise en charge individuelle ».

Cette prise en charge, cette responsabilité, n'impliquent pas moins de loisirs, moins de liberté individuelle, quand on sait aujourd'hui le temps et l'énergie qu'on consacre à faire fonctionner un tas d'organismes parasitaires qui assurent la pérennité du système actuel ou qui se justifient uniquement par le profit.

Pour conclure, laissons la parole à Yves :

« Si, pendant les quelques minutes où nous avons discuté avec vous, nous avons pu démontrer auprès de quelques Français tout au moins, que l'anarchie au lieu d'une maladie honteuse pouvait être aussi un projet politique cohérent, je pense que ce soir nous n'aurions pas perdu notre temps ensemble ».

Le secrétaire aux Relations Extérieures de la Fédération Anarchiste me faisait remarquer que sur cinquante journalistes contactés, quatre seraient venus à notre émission s'ils avaient pu se libérer. Finalement, seule Eliett Korsian a accepté de questionner nos camarades. Eliett Korsian est journaliste indépendante, ce n'est pas un vain qualificatif, et la remarque d'Yves sur la maladie honteuse qu'est l'anarchie pour certains n'est pas gratuite. Remercions encore Eliett Korsian.

T.L.

## ANTIMILITARISME

## LE CAS DE PATRICK GERVASONI

INSOUMIS français depuis 1973, déserteur depuis 1974, Patrick Gervasoni est condamné par défaut à vingt-huit mois de prison ferme.

Dès l'âge de 17 ans, il fuit l'institution sociale qui l'accueille, ne supportant plus l'autoritarisme y régnant, et pour cause, c'était une maison de redressement. Il n'aura et n'a toujours aucun papier d'identité. A 20 ans, il refuse consciemment et en connaissance de cause des risques encourus de se rendre au Service national; il s'organisera parfois seul, parfois en liaison avec d'autres insoumis et libertaires, afin d'échapper aux poursuites policières. De nombreuses petites aventures au cours de ces neuf années de cavale dont quarante-cinq jours de prison pour dégradation d'édifices publiques en 1974 : porte d'église enfouie pour pénétrer dans le clocher et l'occuper en soutien à la lutte des insoumis. C'est d'ailleurs la seule condamnation civile inscrite sur son casier judiciaire. Cette histoire le fait passer par la suite dans divers journaux comme un délinquant plus qu'un réfractaire politique (*Le Matin du 18/12/80 et du 31/12/80, Libération du 3 et 4/1/81...*). Qu'un tel argument lancé par l'autorité militaire puis policière soit reproduit en chœur et sans aucun contrôle par des journaux dits de gauche n'en est que plus ironique.

Petit à petit, les contrôles policiers se resserrent en France, à Paris, et malgré quelques précautions, Patrick ressent de plus en plus l'angoisse de l'arrestation possible. En 1979, il décide de ne pas mélanger vie et parano, lutte et héroïsme... aussi il part pour la Belgique puis en Hollande où il a des amis. Au cours de son voyage, il considère que son insoumission militaire devient pour lui, en France, une véritable entrave, pourtant il n'est pas question de céder à l'armée. Vivre calmement aux Pays-Bas lui paraît plus attrayant, il y demande un permis de séjour. Hélas, le défaut de papiers d'identité lui est fatal, d'après l'Office d'immigration, impossible de lui accorder l'hospitalité, la loi passe avant (n'est-ce pas Bonnet, Stolér, Peyrefitte et consorts hollandais ?) Et la France n'est-elle pas un pays démocratique ? On lui demande gentiment de quitter les lieux. Il se dit, ma foi, le Danemark est un beau pays libéral. Les autorités et ministres se ressemblent tous dans ce monde et, après une demande d'asile au ministère de la Justice danoise, on conseille à Patrick de reprendre sa valise.

Ce coup-ci, prochaine escale, l'Islande. Là, la gauche s'en mêle. Ça devient la grosse bagarre politique dont Patrick est l'otage, même son comité de soutien se prend au jeu. Magouilles, négociations, fausses déclarations, menaces, crise politique, promesses-bidon, renversement du gouvernement possible : tout y passe. Il y a de quoi perdre la tête; Patrick ne contrôle plus rien. La gauche islandaise y laisse des plumes, Patrick, lui, y perd l'accueil, espère, et le revoil expulsé au Danemark pour la nouvelle année. Changement dans la continuité : taule, menace d'expulsion sur la France, l'aventure continue, simplement pour un défaut de papiers d'identité, sinon, vous pensez bien que tout cela serait réglé depuis longtemps. Une chance qu'il n'en a pas de papiers, parce qu'il faudrait trouver autre chose pour le virer. Imaginez qu'après lui les dix mille réfractaires annuels de l'armée française appliquent ici ! Et puis secret diplomatique à ne pas ébruiter, l'autorité judiciaire islandaise a fait discrètement vérifier les empreintes de Patrick auprès de la justice française. Et c'est bien lui ! Dommage, on aurait pu le coincer avec ça ! En badeau supplémentaire, l'extrait n° 2 de son casier judiciaire, celui destiné à l'administration française, celui que l'intéressé lui-même ne peut pas avoir, est à l'ambassade islandaise (la justice européenne s'étend jusqu'en Islande maintenant ?)

Allez, vas-y Patrick, tu es prêt à nous faire un tour du monde complet des geôles existantes. Ça, c'est un record à battre !

Il a beau savoir pourquoi ça se passe comme ça, Patrick, il lui arrive de ne plus avoir le moral. Même son comité de soutien danois n'a plus trop la forme; il faut dire que pour le moment, les professionnels de la politique ne l'ont pas encore repris en main, évidemment, ça manque ainsi de dynamique et de sérieux. Alors, avant de revoir Patrick entre deux gendarmes bien de chez nous, on pourrait peut-être lui envoyer une bafoille à lui et à ses copains qui se démenent comme de beaux diables pour qu'il reste avec eux. *Militær og naegter forening, Thorsgade, 79, 22000 Kobenhavn V, Danemark.*

Et puis, c'est si sale que ça un insoumis pour qu'aucun bon démocrate et humaniste pur (ceux qu'on voit toujours au front de l'actualité) ne lui accorde, non pas un soutien, faut pas exagérer quand même, mais simplement un petit encouragement, comme ça. THIERRY

## COMMUNIQUÉ

La première rencontre des libertaires latino-américains résidant en Europe vient de se tenir à Paris, samedi 31 janvier et dimanche 1<sup>er</sup> février. Etaient présentes plus de cinquante personnes, en représentation, pour la Suède, du journal *Comunidad* (réfugiés de la Communauté du Sud d'Uruguay), du bulletin *Propuesta socialista libertaria*, la SAC (centrale syndicaliste révolutionnaire); pour la Hollande, des individualités et des représentants des mouvements Kraaker; pour la Norvège, la NSS (section locale de l'AIT); pour la France, la Coordination libertaire latino-américaine de Paris, la Fédération Anarchiste, le Cercle d'études sociales de Perpignan, la revue *Agora*, la CNTF de Lille, et des individualités.

Le deuxième jour, présence de Liber Forti, responsable du secteur culturel de la COB, récemment libéré, et un représentant des compagnons latino-américains résidant en Italie. Cette première rencontre a permis des contacts fructueux. Tous les participants ont ressenti la nécessité de la circulation de l'information et de la solidarité pour les prisonniers. En ce sens, le travail de relations et d'initiative de la Coordination libertaire latino-américaine de Paris a été approuvé. Il a été décidé de renforcer les échanges directs entre les différents groupes, et que la CLLA de Paris assure la coordination jusqu'à la prochaine rencontre, qu'il soit engagé des campagnes d'appui matériel aux prisonniers. Il a été émis la volonté que les membres des différents groupes participent parallèlement à l'action en direction de leurs pays d'origine, aux luttes et aux mouvements du pays où ils résident momentanément.

Une rencontre aura lieu en Italie au cours des mois qui viennent, grâce à l'initiative de compagnons latino-américains de là-bas et de la FAI italienne. On ne se rappelle jamais assez que les populations de continents entiers sont privées des droits les plus élémentaires et que les dictatures ne sont fortes que dans la mesure où elles ne trouvent pas d'opposition de taille. Fédération Anarchiste

Un service pratique et régulier,  
un soutien :

L'ABONNEMENT



## A BOULETS NOIRS

### Anes savants

Après un an de fonctionnement de la centrale nucléaire de Bugey, dans l'Ain, les gros buts de l'EDF ont dressé le bilan de fonctionnement de ce bijou.

Très rassurant, bien entendu, avec images sur FR3 et interview d'un grand chef qui déclara docilement : « Tout va bien. Nous n'avons décelé que des anomalies normales ».

Ce type-là, ce n'est certainement pas un idiot intelligent. Ni l'inverse. Mais un spécialiste de l'industrie à comiques...

### Le compte est bon...

Certaines catégories de citoyens-citoyennes sont exonérées de la redevance de télévision. Ainsi, les veuves de guerre, dont les ressources annuelles ne doivent pas dépasser 30 235,60 f. Pas un poil de radis de plus. Admirez la précision !...

L'administration doit se livrer à de savants calculs pour arriver à un pareil résultat et décider qui a le droit, ou non, de contempler, à l'œil, le noble visage de J.C. Bourret, le sourire mutin de Danièle Gilbert, le regard abyssal de Guy Lux ou la moustache de Bellemare...

### Un seul remède...

En 1981, le budget de la recherche médicale sera, en France, de 1,2 milliard. Celui de la recherche militaire s'élèvera à 12 milliards. Dix fois plus ! Le total des dépenses militaires prévues au budget de 1981 dépassera 104 milliards (10 400 milliards d'anciens francs !)

À ce propos, le docteur Escoffier-Lambiotte s'interroge dans *Le Monde* : « L'œuvre de mort aurait-elle plus d'importance, à ce point, que l'œuvre de vie ? L'homme ne serait-il, dans l'histoire de l'univers, qu'un mutant destructeur ? »

En réalité, cher docteur, l'humanité souffre de maux bien connus depuis longtemps : le

pouvoir et l'argent. Pour la guérir, les médecines douces, à doses homéopathiques, que certains ont voulu appliquer, ont autant d'effet qu'un emplâtre sur une jambe de bois. Seule convient une thérapie de choc. La révolution sociale.

### Etes-vous au courant ?

Le sottisier nucléaire n'est pas comme le pétrole, il est inépuisable. Les princes qui nous gouvernent et les technocrates qui les servent se réjouissent : de 1980 à 1982, dix-huit réacteurs auront été mis en service.

Le résultat est double. Primo, le baron Empain, maître de forges et de Framatome fait comme l'uranium, il s'enrichit.

Secundo, EDF a maintenant trop d'électricité et mobilise ses gros buts pour trouver les moyens de nous faire absorber le surplus. Elle sera peut-être obligée de laisser dormir certaines de ses centrales pendant plusieurs milliers d'heures chaque année. Il faudrait, pour tout arranger, que la consommation des usagers domestiques et du « tertiaire » double en dix ans et que celle de l'industrie augmente de 43%.

Autre grave problème : celui des heures de pointe. La production des centrales nucléaires ne peut pas se moduler facilement comme celle des usines classiques. Des variations de régime fréquentes et rapides pourraient les endommager, faire pêter les tuyauteries et aggraver, dans les cuves, ces fissures qui paraissent, n'étaient pas inquiétantes...

EDF cherche donc ses solutions : des tarifs « vert », « jaune » et « bleu » pour inciter la population à bouffer des électrons pendant les heures creuses et obliger les entreprises à travailler de nuit !

On n'arrête pas le progrès. Ce qui nous promet un avenir lumineux.

S.B.

## NUCLÉAIRE

### LE NUCLÉAIRE ? NON DANGEREUX !

L'Énergie nucléaire est-elle dangereuse ? Non, trois fois non, répondent le pouvoir, les communistes, les industriels, etc., pourtant !

La Hague, 15 avril 1980, un incendie éclate et détruit les transformateurs d'alimentation, privant l'usine d'électricité. Cinq semaines après, le 22 mai, après des réparations sommaires, les batteries d'extraction du plutonium se vidangent automatiquement. Elles contiennent 1 400 litres de liquide radioactif et les réservoirs de secours ne peuvent contenir que 1 000 litres. Quatre mille à 5 000 litres se font la paire. Quatre à cinq litres seulement auraient foulu le camp hors de l'usine, le pot, quoi ! Cela aurait été les 400 litres, je ne raconte pas le merdier. Dernièrement, c'est l'incendie d'un silo (détecté à temps : grâce au vent qui dirigeait la fumée sur les détecteurs).

Ce n'est qu'un début, et ce n'est pas fini. Peut-être y a-t-il eu d'autres histoires que la direction a réussi à étouffer. Et je ne parle pas des autres usines nucléaires qu'il y a en France.

Autre chose : comment arrivent les produits radioactifs à La Hague ? Réponse : par voie maritime. AAAHHH ! Bon ! Et si le bateau au lieu de rester sur l'eau, il lui prenait l'envie de jouer au sous-marin ? Im-po-ssible, répondent les autorités. Tout le monde est rassuré. Remarque, les pétroliers eux aussi sont inculpables. Et si le pétrole se récupère à la pelle et au seau (on demande des gosses pour faire des pâtes ou la pompe), pour les déchets ra-

dioactifs, faudra trouver autre chose. Quoi ? Bof ! on verra quand ça arrivera. Entre parenthèses : au Japon, ils ont trouvé des limaces radioactives ; en France, au CEA, près de Meaux, des fraises « des bois » radioactives, grosses comme des pommes, on ne sait rien sur les pommes et les pastèques ; aux USA, des poissons. Marrant, non ? Après les bébés-éprouvettes (sans Ricard), à quand les bébés radioactifs. Fermez la parenthèse.

Un navire a déjà coulé : le *Paul Fisher*, au large de l'île de Wight. Heureusement, il n'y avait pas de déchets, mais de la potasse.

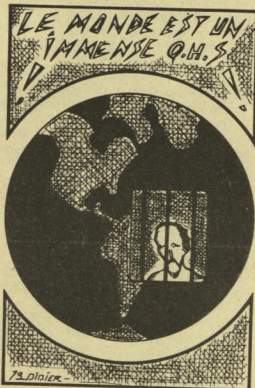
Toujours nucléaire, mais made in USA : un barrage (considéré pour être le plus solide, le plus résistant, le plus... le meilleur, quoi !) à tout simplement fait CRAC ! pour laisser passer de l'eau radioactive. Pas grave, qu'ils ont dit. Les Américains ne sont pas au courant et font boire leurs troupeaux dans les ruisseaux où passe l'eau bénite (amen). C'est bien plus tard qu'on les a avertis. Evidemment, trop tard.

Je pourrais continuer comme ça sur des centaines de pages et écrire une encyclopédie. Et encore, je ne sais pas tout, sans oublier ce qui se passe chez eux, le nucléaire ! J'abrège donc et je mets la conclusion. Non, le nucléaire n'est pas dangereux. Il est juste nocif et mortel (bénédictions Saint-Atome pour qu'il nous irradie de sa sainte flamme).

Luc

## Procès d'éducateurs de prison à Evry

1977 : cinq éducateurs de Fleury-Mérogis sont traduits devant le Conseil de discipline. Quels faits leur sont reprochés ? A Philippe Pottier et à Hélène Crie, des transmissions de courrier entre détenus, à Jean-Pierre Sanson, d'avoir permis à un détenu de téléphoner à l'extérieur, et à Marie-Odile Chollet, d'avoir permis d'envoyer à l'extérieur un télégramme anodin. Marie-Odile aurait en outre, remis, contre un « cadeau » de l'argent à une autre détenue.



Les sanctions disciplinaires sont tombées à l'époque : une relaxe, trois mutations, une exclusion. Le travail militant du SNEPAP a d'ailleurs, à l'époque, permis d'éviter qu'elles soient plus lourdes encore... Ce qui fait qu'en plus, une plainte a été déposée par l'administration contre ces éducateurs. Cela a abouti, en janvier 80 à l'inculpation de Hélène Crie et de Philippe Pottier (qui est actuellement secrétaire général du SNEPAP, Syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire, rattaché à la FEN) pour « remise de correspondance à des détenus ».

Les détenus ? Il s'agissait d'un garçon âgé à l'époque de 19 ans et d'une fille de 17 ans, tous deux incarcérés à Fleury pour toxicomanie, jugés « dépressifs » et « suicidaires » par l'administration elle-même. Craignant le pire, les deux éducateurs ont préféré transgresser les consignes du juge et les laisser échanger leur correspondance amoureuse. Quant au « cadeau » reçu par Marie-Odile Chollet, il s'agissait en fait d'une pièce à conviction à montrer à un futur employeur éventuel de la détenue. La somme, versée par l'éducatrice et une visiteuse de prison, était destinée à couvrir les frais d'un voyage de la détenue vers un foyer, à sa libération, et se trouvait de toute façon bien supérieure à la valeur du « cadeau ». Mais il n'est peut-être pas inutile de préciser que cette détenue faisait partie du groupe « S » de la prison (il s'agit des fortes têtes, lesbiennes ou considérées comme telles).

La centaine d'éducateurs employés pour une population pénitentiaire dont le nombre varie entre 35 et 40 000 vit en conflit permanent avec les directeurs pénitentiaires. Le but recherché par l'administration est bel et bien (et ceci est prouvé par les lois « Sécurité et Liberté ») la destruction lente de tout indivi-

du ayant commis un impair, en l'enfermant dans un carcan (le crime reproché à Marie-Odile Chollet n'est-il pas d'avoir aidé une détenue à préparer sa réinsertion ? Peu importe que l'ordre social existant soit la cause de bien desdits impairs : en effet, 90% des détenus sont issus des classes sociales les plus modestes. Dans ces conditions, l'éducateur, qui est là pour permettre aux taulards de ne pas tout à fait perdre les liens qui les unissaient à l'extérieur, est considéré comme un intrus. Surveiller et punir : la prison, selon Foucault, ne date pas du Moyen-Âge, mais d'une mise au point d'une « technologie » allant du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, pour mieux « encadrer », que ce soit dans les hôpitaux, à l'armée, dans les écoles, les collèges ou les ateliers. Evidemment, la prison semble plus « humaine » que les tortures ou les bûchers dressés en public ; mais n'y aurait-il pas, hôpitaux psychiatriques mis à part, des alternatives possibles ? L'expérience de l'Espagne de 36 le prouve : les problèmes étaient discutés, par les gens concernés, soit en comités restreints, soit au niveau du quartier ou même en assemblées générales selon le cas. Les solutions pouvaient d'ailleurs être différentes selon les villes : aucune généralisation (donc pas de lois, en fait, mais une « morale » différente, basée sur l'entraide). On faisait appel à la conscience individuelle et collective.

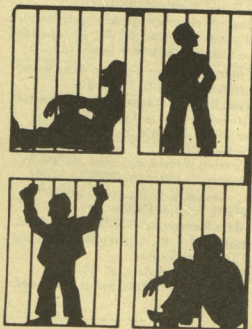
Mais chez nous, Dieu merci, ce n'est pas l'anarchie, l'ordre règne, ma bonne dame ! La population pénitentiaire, en tous cas, ne cesse d'augmenter, notamment le nombre des récidivistes. Les prévenus représentent plus de 45% de la population pénale, et sont souvent mêlés aux condamnés. C'est pourtant une mesure qui devrait rester exceptionnelle. Et que peut-il advenir de quelqu'un à qui on a volé parfois plusieurs mois de sa vie, qui finalement s'entend notifier au cours de son procès le temps qu'il vient d'accomplir pour rien... en prison ferme ? L'octroi des libérations conditionnelles et des permissions de sortir se restreint. La presse, d'ailleurs, se charge bien de monter en épingle les « bavures » des permissionnaires pour alimenter le climat général de peur, donc de demande de répression encore plus forte : quatre condamnés à mort en quelques semaines... Il y a quelques années, on a entendu M. Peyrefitte miser sur une prison « exemplaire », « dissuasive » (QHS, QSR ?), allant même jusqu'à tabler sur les suicides des détenus (si ! si !) à substituer à la peine de mort.

Maintenant, il déclare : « Donner la primauté à la punition, la réhabilitation venant de surcroît ». Ces éducateurs, en se montrant humains, ont été accusés de « manquer de sérieux et de créer, par leurs actions illégales, un climat désastreux pour l'ensemble du personnel » par le directeur de Fleury-Mérogis. Bien sûr, on peut leur reprocher de n'avoir pas suivi l'ordre hiérarchique : l'assistante sociale, le directeur... Mais le personnel

hiérarchiquement « supérieur » est en nombre nettement insuffisant et le temps mis pour la procédure administrative aurait suffi pour que les détenus se suicident. Les éducateurs, avant de transmettre leurs lettres, les ont néanmoins lues et ont estimé que rien ne s'y trouvait qui puisse porter atteinte à la sécurité de l'établissement.

Le 10 octobre dernier a eu lieu la première audience du procès de Philippe Pottier et Hélène Crie, au TGI d'Evry. Ce procès a été reporté plusieurs fois. Au cours des audiences, on a vu défiler plusieurs témoins, dont ce garçon qui avait 19 ans à l'époque où remontent les faits, et qui est depuis sorti de taule, ce qui a fait dire que sa présence au tribunal « était la preuve même qu'il ne pouvait se suicider » (or, plusieurs suicides ont lieu chaque année à Fleury, et les communiqués officiels disent que « rien ne laissait prévoir une telle fin »). Au cours des diverses audiences, on a cherché à individualiser ce procès en accusant les éducateurs d'une faute professionnelle, alors qu'il s'agissait en fait d'une remise en question de cette profession. Philippe Pottier et Hélène Crie ont écopé chacun de trois mois de prison avec sursis, sans toutefois d'inscription au volet B2 du casier judiciaire, ce qui a permis à Philippe de conserver son emploi, Hélène a démissionné de son poste et y a plusieurs mois. Mais n'acceptant pas le principe d'une telle sanction, tous deux ont fait appel.

Il s'agit d'une affaire à suivre. Mais leur cas n'est pas isolé.



En effet, à Fleury même, du personnel réputé intouchable dans les prisons a été muté pour des raisons similaires. Ces personnes ne désiraient pas qu'on rende publique leur histoire, je ne peux pas en parler davantage, mais cela témoigne d'un échelon encore gravi dans la répression ; un échelon parmi tant d'autres...

### CHANTAL (groupe d'Evry)

### SIC

**Je crois que le respect de la démocratie voudrait que j'aie le dernier mot.**

Georges MARCHAIS à Alain PEYREFITTE.

(à l'occasion de Législatives)



## SOCIÉTÉ SANS ETAT

suite de la page 1

Si depuis toujours l'Etat n'a pas cessé d'être l'instrument docile de la classe dirigeante, aujourd'hui, il est permis de se demander s'il n'est pas devenu lui-même la nouvelle classe dirigeante. A l'Etat lourdingue et malhabile d'un passé encore proche, s'est en effet substitué peu à peu un Etat plus subtil. De bureaucratique, l'Etat est devenu techno-bureaucratique et par là même, il a été amené à prendre de plus en plus ses distances avec ses anciens maîtres, conscient que la réalité du pouvoir c'était lui. A ce niveau de l'analyse, la faillite du marxisme apparaît dans toute sa splendeur. Naïvement, les émules du petit père Marx ont cru et croient encore qu'il est possible d'utiliser l'Etat au profit de la classe ouvrière et du parti censé la représenter. Le raisonnement est le suivant : comme le système capitaliste relève tout à la fois de l'économique, du politique, et de l'idéologique, il faut un certain temps avant de pouvoir extirper toutes les racines de ce fléau. Pendant ce temps pudiquement baptisé « période de transition », l'Etat doit être maintenu pour contenir les résurgences d'un ordre ancien en voie de disparition. Plus tard, une fois que le terrain aura été définitivement déblayé, l'Etat déperira alors de lui-même et on arrivera tout doucement au communisme authentique, à la société sans Etat. On connaît le résultat de ce genre de discours. En URSS et ailleurs, non seulement l'Etat n'a pas déperir, mais encore il s'est développé comme jamais encore. Après avoir été à la botte du parti comme dans n'importe quel régime bourgeois, il est devenu la véritable classe dirigeante. Dégénérescence, diront certains imbéciles sans espoir qui se réclament de Trotsky, le boucher de Kronstadt. Dégénérescence, mon cul ! Penser que l'Etat puisse déperir de lui-même relève tout simplement de l'incapacité à analyser la véritable nature du phénomène étatique.

Pour les marxistes (1), la propriété privée et l'Etat sont apparus dès lors que les sociétés primitives ont vu se développer leurs forces productives. Alors que ces sociétés parvenaient tout juste à survivre, l'apparition de l'agriculture et de certains instruments de chasse, leur a permis de dégager des surplus. De la communauté égalitaire initiale dominée par le matriarcat, on est alors passé à la division sociale entraînée par l'appropriation privée de ces surplus. L'Etat est né à cet instant. Il s'inscrit dans la logique de la naissance et du développement des forces productives. Par voie de conséquences, une fois que le développement de ces forces productives aura été mené à son terme et que l'on aura chassé les détenteurs privés de ces moyens de production, l'Etat disparaîtra de lui-même, car il n'aura plus de raison d'être.

Le drame de cette vision de l'histoire à prétention scientifique, c'est que si le raisonnement est logique, le point de départ du raisonnement est complètement erroné. Pierre Clastres et Marschall Sahlins (2) nous l'ont amplement démontré, les sociétés primitives n'étaient nullement des sociétés de la misère. Tout au contraire, elles étaient d'authentiques sociétés d'abondance où le temps consacré à satisfaire les besoins vitaux de leurs membres était réduit au strict minimum. Mieux, ces sociétés primitives étaient des sociétés contre l'économie. En toute conscience, elles s'opposaient aux innovations techniques susceptibles d'emballer leur économie et de dégager des surplus qu'auraient pu s'approprier certains de ses membres. Les sociétés primitives étaient donc des sociétés qui refusaient

purement et simplement de voir s'instaurer dans leur sein le moindre germe de division sociale. Société sans classes, sans riches ni pauvres, la société primitive n'était pas seulement une société sans Etat, c'était une société contre l'Etat.

Mais alors, si l'Etat n'est pas né d'un développement des forces productives consécutif à l'incapacité d'une économie de subsistance à satisfaire les besoins des individus, de quoi est-il né ? En d'autres termes, qu'est-ce qui a pu faire que la société primitive, une société d'hommes libres ignorant l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme, ait permis à un moment donné la naissance de l'Etat. Le mystère reste entier ! Tout ce qu'on peut faire pour le moment, c'est de comparer les sociétés sans Etat aux sociétés à Etat, afin d'expliquer au mieux la véritable nature de l'Etat. Clastres s'y est employé. Pour lui, « l'Etat est par essence la mise en jeu d'une force centrifuge laquelle tend, lorsque les circonstances l'exigent, à écraser les forces centrifuges inverses. L'Etat se veut et se proclame le centre de la société, le tout du corps social, le maître absolu des divers organes du corps. On découvre ainsi, au cœur même de la substance de l'Etat, la puissance agissante de l'UN, la vocation du refus du multiple, la crainte et l'horreur de la différence ». En clair, on peut dire que l'Etat existe dès lors qu'une société possède un organe spécialisé dans l'exercice de tel ou tel aspect du pouvoir politique. Cet organe s'appelle administration, armée, Eglise, techno-bureaucratie... tire alors un profit social de ce qui n'était au départ que l'exercice spécialisé d'une fonction donnée. En d'autres termes, si le pouvoir est une réalité inhérente à toute société animale ou humaine, la seule manière d'éviter qu'il ne débouche sur l'oppression de la majorité sur une minorité consiste à le répartir sans cesse, à le partager entre tous les membres d'une même société.

Les anarchistes n'ont jamais rien dit d'autre. Pour nous, le fédéralisme est un concept de base qui préserve tout à la fois l'autonomie des individus et des groupes restreints, et l'unité nécessaire de la collectivité. Le mandat impératif et révocable à tout instant est le moyen radical d'empêcher l'appropriation du pouvoir par une minorité. Bien entendu, tout cela nécessiterait de plus amples développements. Le cadre étroit de cet article m'en empêche.

Retenons seulement deux choses. Tout d'abord, l'Etat n'est pas seulement l'instrument de la classe dirigeante. De plus en plus, il devient lui-même la classe dirigeante et en conséquence, la seule réforme de l'Etat digne de ce nom consiste en sa destruction. Ensuite, pour empêcher que l'Etat ne ressurgisse de ses cendres, il convient d'empêcher à toute force l'apparition d'un organe spécialisé dans l'exercice de tel ou tel aspect du pouvoir. Société sans Etat, la société de demain, celle de l'anarchie, sera une société contre l'Etat qui aura réussi à réunifier l'être profond d'un corps social aujourd'hui éclaté à l'infini.

J.-M. RAYNAUD

- (1) Lire à ce propos : Engels, « De l'origine de la propriété et de l'Etat », Editions sociales ; Ernest Borneman : « Le patriarcat », édition PUF. Emmanuel Terray : « Le marxisme devant les sociétés primitives », édition Maspéro. (2) Pierre Clastres : « La société contre l'Etat », édition de Minuit. « Recherche d'Anthropologie politique », édition Seuil. M. Sahlins, « Sociétés primitives, sociétés d'abondance », éd. PUF.

## Stratégie de rechange

NOUS savons qu'une page de notre histoire est tournée (la petite histoire), que cette période de forte croissance économique qui a réussi à bercer d'illusions les plus exploités, à persuader les peuples de leur salut dans un système qui les inondait de biens matériels et de nouveautés de tout genre, que cette période est irrémédiablement révolue, au moins pour une grande partie de la population.

Entendons les dirigeants et experts de tout poil : le chômage s'aggravera (d'ailleurs le plein emploi n'est plus un objectif), l'inflation s'accroîtra. Certes, à y regarder, le vieux monde industrialisé ne trouve plus ce qui est essentiel pour lui, des marchés nouveaux, et d'autre part, il se

à produire toujours plus d'armements (seule industrie florissante avec l'électronique), ce qui ne contribue nullement à accroître le bien-être matériel des populations, mais au contraire à aggraver la pauvreté et l'endettement du Tiers-Monde. Quant à l'électronique, on sait qu'elle contribuera à accroître le chômage.

Alors ! Le capitalisme est-il dans l'impasse, vit-il ses dernières heures de gloire, va-t-il faire son auto-critique et arrêter de mentir, ses représentants vont-ils enfin se pencher vers les vrais problèmes qui sont ceux des conditions de la vie des hommes ? Hélas ! Espoir bien vain. Ecoutez nos spécialistes ! L'heure est à la rigueur, au travail, à l'austérité et à la tension. « Les travailleurs en ont vu d'autres, on peut

très disciples de M. Friedman) consiste à favoriser le développement d'une économie « au noir » ou « immergée », afin de diminuer le chômage et de libérer les marges bénéficiaires de l'industrie, du commerce et des services, la tâche immédiate étant d'abaisser le coût de la force de travail. Il s'agit pour l'Etat d'assainir les finances des industries de pointe, de permettre à la classe dirigeante d'accumuler du capital pour réinvestir — mais le fera-t-elle ? — et de rejeter toute une partie de la population — composée de chômeurs et de catégories socio-professionnelles plus traditionnelles — dans une économie parallèle, moins au fait des progrès technologiques et scientifiques, comprenant une multitude de petites entreprises et commerces qui, sous couvert d'une autonomie plus grande, devront survivre à n'importe quel prix. Les nouvelles technologies qui déferlent actuellement (informatique, bio-technologie...) seront peu créatrices d'emplois et au contraire élimineront des secteurs entiers de la vieille société, au profit des ingénieurs et financiers.

En France, cette politique se traduit notamment par la libération des prix, gonflant l'inflation au maximum, l'incitation de création d'entreprises auprès des chômeurs, la suppression progressive des indemnités de chômage, l'incitation au retour des femmes dans le foyer, le démantèlement de la Sécurité sociale, de l'université et de la fonction publique, l'expulsion des travailleurs immigrés et leur remplacement sur les chaînes par les Français (revalorisation du travail manuel), et le développement scandaleux de l'appareil répressif. Le problème présent n'est pas d'apprécier le bon ou le mauvais d'un sous-ensemble social vivant sur des bases plus traditionnelles et conviviales — dans l'absolu, l'idée de se libérer du joug de l'Etat et de vivre selon ses goûts est même très séduisante, et d'ailleurs, nous lutons pour cela —, mais de bien voir que si les structures économiques ne sont pas modifiées, le développement de cette économie souterraine débouchera sur la misère... Et il est signifi-



trouve concurrencé par des pays plus compétitifs.

Notre industrie n'a pas vue s'ouvrir devant elle de nouveaux marchés comparables à ceux qui accompagnèrent la naissance des chemins de fer, de l'automobile et des équipements ménagers. Est-ce à dire que ce monde est nant ? Et que sont les deux milliards d'individus (y compris en Occident) qui ne disposent ni d'écoles, ni d'hôpitaux, et souvent n'ont pas même de quoi se nourrir ? Certes, ces populations déshéritées pourraient constituer des débouchés formidables (mais le Tiers-Monde n'est pas soluble, enfin !) si s'amorçait une redistribution plus équitable des richesses. Mais à cela, dans notre système, on ne touche pas. Parlons de guerre, mais pas de paix, parlons d'exploitation, mais pas de justice et d'égalité.

Tous ces besoins insatisfaits, la stratégie économique du monde industrialisé interdit d'y toucher. Ainsi, nous nous trouvons dans une économie inondée de milliards de pétro et euro-dollars ne correspondant à aucun équivalent en richesses créées, puisque ces sommes ne sont pas destinées à des investissements productifs susceptibles de promouvoir un développement économique intelligent dans le Tiers-Monde, par exemple. Cette masse de monnaie est véhiculée par les banques et multinationales sur les grandes places financières à des fins purement spéculatives. Une autre partie sert de crédits au Tiers-Monde démuné qui ne fait que s'endetter, puisque ces prêts sont destinés à l'achat de produits futiles et nuisibles (armes), sans aucun regard des besoins réels de ces pays. Ce n'est que la manifestation de l'odieuse despotisme économique et culturel des puissances industrielles qui s'abat sur les pays pauvres. Cette situation ressemble à celle de 1929 aux Etats-Unis, mais aujourd'hui nous la vivons à l'échelle mondiale.

Cette stratégie du profit et de l'impérialisme amène les Etats

leur demander encore des sacrifices ». En cela, le langage n'a guère changé. Ce qui change, derrière des éternels discours bourgeois, ce sont les politiques mises en œuvre pour sauver le capitalisme, et là, il convient d'être attentif. Ces politiques sont bien connues, c'est même du vieux rétro puisqu'elles consistent à remettre en application nos vieux principes d'économie libérale de concurrence pure et parfaite — qui n'ont jamais trouvé d'application concrète ailleurs que dans les catéchismes d'économie politique —, prônant les vertus de la « main invisible » réglant



toutes les perturbations sans que l'Etat ait à intervenir. Fini l'Etat-« providence » keynésien !

L'Etat n'est plus capable de résoudre les contradictions de sa politique, alors il vaut mieux s'en aller, et que le peuple se démerde. Pas de fausse joie, l'Etat sera toujours là pour remplir les prisons.

Cette politique (actuellement appliquée par Barre, Thatcher, bientôt Reagan, Pinochet et au-





# informations internationales



## LA TORTURE DANS LES GEÔLES ESPAGNOLES

**S**AVEZ-vous ce qu'est la « baignoire » ? C'est l'opération qui consiste à plonger la tête d'une personne dans une baignoire remplie d'un mélange d'eau, de sang, de vomis, d'excréments, de restes de repas, jusqu'à la limite de la suffocation. Quand la personne en question reprend son souffle, on recommence l'opération, ce qui lui fait prendre tout son charme.

Connaissez-vous ce qui se cache derrière l'expression « la barre » ? Les poignets liés, les genoux pliés, on oblige la personne qui en est victime à placer ses mains devant les jambes de telle façon à pouvoir glisser une barre métallique derrière les jambes au niveau des genoux et devant les bras, au niveau des coudes. On place ensuite la barre à une certaine hauteur et le suspendu, tête en bas, reçoit alors une série de coups sur la plante des pieds ou des chocs électriques sur la langue, les mains, etc.

Voulez-vous savoir le genre de gymnastique qui s'effectue dans la « salle d'opération » ? Elle consiste à placer une personne sur une table de façon à ce qu'à

partir de la ceinture jusqu'à la tête, cette partie du corps demeure dans le vide, tandis que la partie inférieure est fermement maintenue à la table. Là encore, coups et décharges électriques sont alors minutieusement appliqués à la personne

deux autres chaises, placées sur les côtés, ce qui provoque une intense douleur dans les genoux, douleur qui s'intensifie si l'on fait se toucher mollets et cuisses. Le « casque », quant à lui, consiste précisément à recouvrir d'un casque militaire la tête d'une

de façon insoutenable.

Et puis, il y a aussi les bonnes vieilles méthodes telles que les exécutions simulées, qui font toujours leur petit effet.

Il s'agit là de quelques-unes des tortures qui sont pratiquées dans les commissariats et prisons de la démocratique Espagne, d'après le rapport très documenté, agrémenté de témoignages véridiques, que l'organisation Amnesty International a fait paraître début décembre. Détail amusant — si l'on peut dire ! — ce rapport a été rendu public le jour même où s'ouvrait à Barcelone le fameux procès-farce « Scala » (voir ML précédents) au cours duquel nos six camarades accusés devaient commencer par dénoncer précisément les tortures auxquelles ils avaient été soumis durant leur détention, avant d'être, dès le second jour du procès, frappés en plein tribunal.

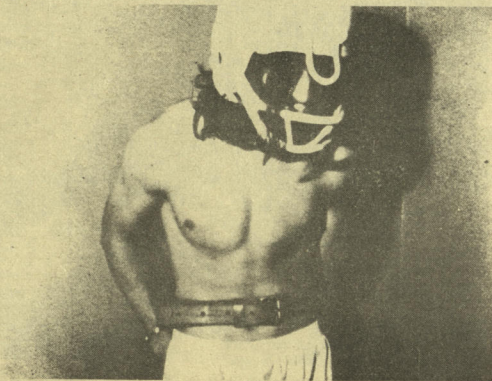
Ce rapport, qui a fait l'objet de commentaires dans une grande partie de la presse espagnole, a par contre laissé indifférent le monde politique de ce pays.

De gauche comme de droite, tous les politiciens ont montré, dans un ensemble touchant, combien ce problème ne les concernait pas. En cette époque de l'année, particulièrement riche en déclarations pleines d'une bonté teintée d'eau bénite, tous y ont été de leur arme sur ce terrorisme tendant à briser toute tentative de stabiliser une démocratie boiteuse, tous y ont été de leur appel à l'effort et à l'unité nationale, à l'intérêt commun, autant d'âneries qui prolongent notre esclavage en même temps qu'elles nourrissent tous ces charlatans.

S'il y a en effet beaucoup à dire sur le terrorisme basque, à prendre avec des pincettes, il n'est toutefois pas admissible qu'une caste de vautours concentre sur lui toutes ses attaques, au nom de grands principes sur lesquels ils s'assoient pour justifier ailleurs cet autre crime de toujours qu'est la torture.

De notre correspondant de Saragosse

Paulino CAMPOS



Et la « moto » ? La victime est assise sur une chaise, les mains liées derrière le dossier. Ses jambes sont placées sur le côté. On lui soulève alors les pieds de façon à les poser sur

personne assise sur une chaise, pieds et poings liés. Puis l'on cogne sur le casque, avec une barre de fer, jusqu'à ce que les dents du torturé se déchaussent et tombent, et que la tête réson-

## L'AMÉRIQUE LATINE EN CRISE

### Les Andes dans l'attente

Le 17 juillet 1980, l'armée bolivienne, pour la 189<sup>e</sup> fois en 156 ans, prenait le pouvoir, interrompant un fragile processus de démocratisation. Au delà d'une situation de misère et d'exploitation féroce, doublée d'une crise économique (15% d'inflation, 3 milliards de dollars de dette), deux phénomènes importants caractérisent la Bolivie avant le 17 juillet.

Le renouveau syndical, l'unité des luttes ouvrières et paysannes à travers la COB (1) (à laquelle participent activement les anarcho-sindicalistes) entraînent un regain de tension sociale (grèves, manifestations, occupations de terres, barrages de route...). Le peuple bolivien, dans les villes comme dans les campagnes, exploité par un capitalisme brutal, opprimé et réprimé, trahi par ses politiciens, se révolte et menace de renverser toutes ses cliques gouvernementales et ploutocratiques.

Le milieu politique, réapparue à la faveur des premières élections de 1978 (accordées par le général Banzer, après une grève de la faim de 5 500 personnes), se montre incapable non seulement de s'unir et de gouverner, mais de plus d'entreprendre quelques réformes

ou de satisfaire les attentes de son peuple, et se complait dans les petites guerilles de partis et les agitations stériles.

Face à cette situation, craignant pour la bonne santé de l'exploitation et du profit, et ne pouvant compter sur une clique politique d'incapables et de parvenus pour préserver le système face à la colère populaire, l'armée intervient à diverses reprises pour interrompre la « libéralisation » (juillet 78, novembre 79, juillet 80). Toutes les fois, la mobilisation des travailleurs est la plus forte (en novembre 79, l'insurrection des grandes villes, la grève générale entraînent la chute du général Bush), mais le 17 juillet, après quelques jours d'affrontements meurtriers (plusieurs milliers de morts) dans les centres miniers, la COB est décapitée, l'opposition est muselée, la répression s'abat sur un pays pris au dépourvu (des milliers d'arrestations). L'armée prend pour un temps le dessus, aidée par l'extrême-droite, les trafiquants de cocaïne, ses confrères argentins (2) et, dans une moindre mesure, par le laxisme des dirigeants politiques. Depuis, ceux-ci sont ou incarcérés (ou morts) ou dans l'exil et la clandestinité et, malgré la formation d'un gouvernement provisoire par S. Suazo (vainqueur des

élections en juin 1980) et une action pour l'isolement diplomatique du régime militaire, ils montrent une fois encore leur incapacité.

Car, si la résistance du peuple bolivien ne fait pas la une des journaux, elle seule représente une réelle menace : la grève lancée a fait baisser la production de 40%, la COB se remet sur pied et a repris certaines émissions radios. Pour l'instant, le peuple bolivien attend son heure.

Si la Bolivie semble, pour l'instant, être fixée sur son avenir plutôt macabre, il n'en est pas de même pour deux autres pays des Andes, le Pérou et l'Equateur, qui ont également connu leur démocratisation (avril 79 en Equateur, mai 80 au Pérou). En effet, ces deux pays sont confrontés à d'importants problèmes : la crise économique, si elle n'atteint que moyennement l'Equateur (20% d'inflation) est une menace pour l'équilibre social et politique du Pérou, avec 80% d'inflation, une population sous-alimentée à 50% et un énorme chômage (10% de la population active). Cependant que la tension sociale reste très forte : l'échec de la réforme agraire de 1968 et les retombées de la crise ont provoqué une vague de contestation violente (grèves générales, oc-

cupations, affrontements...) qui paralyse à demi le pays et apporte chaque mois son lot de victimes. Car si le nouveau régime se pare d'allures démocratiques, il ne se sert pas moins des moyens de ses prédécesseurs : massacres, rafles, tortures... comme palliatif à son incompetence. Ravagés par les querelles de famille, par les luttes d'ambitions et d'intérêts, les politiciens, au Pérou comme en Equateur, font preuve, une fois de plus, d'une indécision flagrante. Mais, si ces deux pays se ressemblent sur de nombreux plans, ils se différencient sur celui de l'armée, car si le Pérou commence à avoir de sérieux problèmes avec ses forces de répression hostiles aux rares réformes (rébel-

lion de la police en septembre), l'armée reste, pour le nouveau régime équatorien, le seul soutien valable, et c'est une fois de plus les forces armées qui se retrouvent ultimes défenseurs de la ploutocratie contre la colère populaire.

Héritiers d'un passé douloureux et d'un avenir plus qu'incertain, écartelés entre leurs généraux fascistes et leurs cliques politiciennes, les peuples andins mettent en eux-mêmes la confiance qu'ils avaient placée dans ceux qui les ont trahis.

(1) COB : Centrale ouvrière bolivienne.

(2) La participation de militaires argentins est certaine, et l'Argentine a déjà accordé un prêt de deux cents millions de dollars au nouveau régime.

### BELGIQUE

## Procès d'antinucléaires

C'est le jeudi 5 mars 1981 que débutera à Tournai le procès des anti-nucléaires qui, au mois de juin dernier, ont tenté d'empêcher un bateau chargé de déchets radioactifs, l'*Andrea Smith*, d'appareiller.

Des meetings et des rassemblements seront organisés dans le même temps pour les soutenir.



NOTE DE LECTURE

# RAPPORT SUR L'ÉTAT ACTUEL DE LA VENDÉE

Précédé de quelques considérations historiques

par Michel Perraudau-Delbrail

éditions du Cercle d'Or (1)

RÉGION paisible s'il en est, la Vendée n'évoque aujourd'hui que peu de choses pour le Français de 1981. Un entrelacement de marais et de chemins creux quelque part entre Nantes et Bordeaux, un marchand de rêves nommé Merlin qui sévit dans le bétonnage de côte, ... et c'est à peu près tout. En fait, le peu que l'on sait de la Vendée se rapporte à son passé. Deux siècles après sa révolte contre la Révolution de 1789, l'image de la Vendée blanche est restée gravée dans la mémoire des hommes. Tous les manuels d'histoire et les instituteurs de nos républiques successives s'y sont employés. Des campagnes arriérées, des paysans fanatisés par l'Église catholique, des nobles assoiffés de vengeance... tels sont les éléments de la tragédie vendéenne, version républicaine. Naturellement, pour les cuis bénis et les réactionnaires du cru, les choses ne se présentent pas tout à fait sous le même aspect. Pour eux, si la Vendée s'est soulevée contre la République, ce n'est ni plus ni moins dans la perspective d'un espace de légitime défense de l'Occident chrétien contre les rouges de l'époque et leur athéisme intolérant. Alors, finalement, l'affaire vendéenne ? Une gigantesque manipulation des masses paysannes incultes ou bien une révolte spontanée contre la République athée ?

Bien entendu, selon qu'on aura ou non le cœur « républicain », on sera tenté de choisir l'une ou l'autre de ces deux interprétations. Que l'on ne s'y trompe cependant pas, par delà la divergence apparente des points de vue, il y a en effet un accord réel sur l'essentiel, à savoir le descriptif des événements. Tous les discours sur la Vendée de la Révolution, qu'ils soient de droite ou de gauche, politisent en effet le problème en terme d'affrontement entre la République laïque et révolutionnaire et la royauté catholique et conservatrice. Tous les discours... sauf un !

Michel Perraudau-Delbrail, vendéen et anarchiste, n'est pas du genre à se satisfaire de l'apparence des choses et l'analyse qu'il nous propose de la Vendée d'hier comme de celle d'aujourd'hui boucle carrément quand elle ne réduit pas complètement à néant toutes les idées reçues sur la problématique vendéenne. Tout d'abord, il nous remet les faits en mémoire, et notamment la tradition de lutte contre le pouvoir royal de ses compatriotes. Face aux faits, la thèse qui présente la Vendée comme une région traditionnellement attachée à la royauté s'écroule d'elle-même. Ensuite, et c'est ce qui fait le véritable intérêt de son livre, Perraudau met au grand jour les causes véritables de ces révoltes contre la royauté. Il nous montre que ces insurrections populaires et spontanées sont dirigées pour l'essentiel par l'émergence d'un pouvoir central, en l'occurrence celui de l'Etat royal. Cet Etat, en se constituant, concentre un pouvoir jusqu'alors éclaté; il sous-tend une mutation politique, sociale et économique sans précédent; il préfigure l'avènement d'une société pyramidale réorganisant la force armée, l'économie marchande... dans le sens d'une plus grande « puissance de feu »; il amorce la prééminence de la ville sur la campagne et la mise en place d'un système socio-politique fortement hiérarchisé et négateur de la liberté des communautés villageoises. Au fond, avec l'Etat royal en formation, c'est l'Etat moderne qui pointe son nez, et il est aisé de deviner son appétit insatiable de pouvoir, de croissance économique et de prétendu progrès. Le combat de la Vendée contre l'Etat royal et ensuite contre l'Etat de la République peut donc se résumer et se ramener à celui « du temps républicain contre le temps linéaire ». Un baroud d'honneur, donc, mais qui éclaire

d'un jour nouveau l'affrontement entre la révolution bourgeoise et la réaction cléricalo-monarchique par populo interposé.

En mars 1793, quand la Vendée se soulève contre la République, il n'y a pas de différence de fond avec les révoltes antérieures. Dans les deux cas, il s'agit d'un soulèvement populaire et spontané qui se situe dans la perspective d'une contestation de l'Etat et de ses inéluctables significations. L'Etat royal se manifestait surtout en envoyant ses collecteurs d'impôts, la République, elle, va y ajouter la conscription. Finalement, si la pression de l'Etat s'accroît, il reste le même et seul change, le capitaine du navire étatique. En conséquence, comme nous y invite Perraudau, il convient de lire « l'insurrection vendéenne comme mouvement insurrectionnel de masse dans le contexte tout à fait nouveau de la prise en main de l'Etat par la bourgeoisie ». Des citations de Bakounine et surtout Kropotkine (2) viennent étayer cette analyse, démontrant que nos grands anciens, déjà, n'étaient pas dupes de la véritable signification de l'insurrection vendéenne.

Rapidement cependant, la situation va évoluer. D'autre part, la République va réagir avec une violence inouïe, transformant la lutte contre la Vendée insurgée en une véritable guerre d'extermination, et d'autre part, la noblesse et le clergé qui ont pris en marche le train du soulèvement populaire ne vont pas tarder à s'installer aux commandes de la locomotive. A cet instant, le mouvement insurrectionnel de masse du début était voué à l'échec. « A la Vendée insurrectionnelle spontanée et victorieuse du printemps 93 succède la Vendée militaire, hiérarchisée, sur le chemin de la défaite ». A l'armée républicaine va donc s'opposer l'armée vendéenne, et au bout du compte, l'affrontement va se réduire au choc des anciens et des nouveaux détenteurs du pouvoir. La guérilla sera abandonnée et comme par hasard, seul Charrette qui continuera à utiliser cette stratégie résistera jusqu'en '96. Finalement, et ce n'est pas un phénomène nouveau, l'insurrection populaire sera magistralement récupérée par les tenants et les postulants à l'exercice du pouvoir. Le discours de la royauté catholique comme celui de la bourgeoisie républicaine se rejoindront dans une volonté commune de chasser le peuple et les motivations de son insurrection hors de l'histoire. La Vendée insurgée gêne autant la République que la royauté, car elle exprime un refus de ce à quoi elles aspirent l'une et l'autre, à savoir, une société hiérarchisée dominée par l'Etat et la concentration des pouvoirs.

Poursuivant son raisonnement, Michel Perraudau-Delbrail nous dépeint ensuite la Vendée d'aujourd'hui. Il nous décrit la formidable mutation que l'Etat bourgeois lui a fait subir et le bouleversement qui s'ensuivit dans l'organisation de l'espace vendéen. A ce niveau d'analyse, on se rend compte du caractère dérisoire de la différence entre le discours de gauche et le discours de droite. Tous deux s'accordent sur le sens profond d'un nouvel ordre social, et leur désaccord se réduit à celui de deux postulants à l'exercice du pouvoir. Dans le passé comme dans le présent, ils demeurent unis pour museler les aspirations populaires !

Un livre décapant donc que celui de Michel Perraudau-Delbrail. Un livre à lire ! Un livre qui, comme le dit son éditeur, deviendra à coup sûr le livre noir de la Vendée !

Jean-Marc RAYNAUD

(1) 12 rue du Moulin, 85100 Les Sables d'Olonne.  
(2) P. Kropotkine, « La Grande Révolution », éd. Stock.

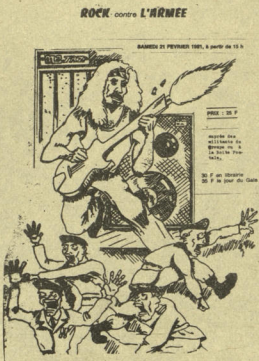
LIVRES EN VENTE A PUBLICO

Revue de la presse anarchiste internationale, groupe E. Varlin	8 F
Marx/Bakounine : socialisme autoritaire et anti-autoritaire (2 t.)	8 F
Ribeil. Chaque tome soldé	8 F
La Makhnovitchina (B.D), Hombourger	28 F
Un gentil stalinien, Recanati	43 F

Communiqué

EN soutien aux vingt-sept inculpés antimilitaristes qui vont prochainement passer en procès, le groupe d'Amiens de la Fédération Anarchiste organise un gala de soutien le samedi 21 février 1981, à partir de 15 heures au Cirque municipal. Les bénéfices éventuels seront répartis entre les inculpés pour payer les amendes et les frais de justice. (L'ensemble devrait s'élever à plus de trente mille francs !). A cette occasion, des bons de soutien de 25 francs ont été édités. Ils donneront droit à une entrée gratuite au gala de soutien. Nous comptons sur la solidarité des militants anarchistes et antimilitaristes.

21 février 81  
ROCK CONTRE L'ARMÉE  
avec : Les Irradiés, TNT, Hero, Oberkampf, Corbeau Mort, VINCE TAYLOR.



Groupe d'Amiens

11 NOVEMBRE

## La foire des bouchées

Le 11 Novembre, les monuments placés entre l'église et le bistrot ont un petit air de fête. Tout est coloré et joyal; les casques et les trognes brillent. C'est le jour tant attendu du grand pèlerinage aux charniers...

Bien tôt matin, les vaillants compagnons de l'avant-dernière des dernières s'en vont à la fête aux morts : tous les héros qui n'ont pas eu assez de champagne ou de peur pour s'en sortir et qui sont crevés pour rien se retrouvent avec des fleurs bleu-blanc-rouge sur l'estomac. Les vivotants se rangent devant le monument aux enfants du village morts pour la France-la-Patrie-reconnaissance, et chantent « Debout, enfants de la Patrie ! »

Puis on va bâfrer, car le 11 Novembre est une bien belle fête : aux agrapes nationalistes, des impotants à bérêt et à décorations se rappellent le bon vieux temps où on se battait dans les tranchées, chantant la Marseillaise et sa frangine, la Madelon, et boivent à la santé des morts !

Dans le banquet ouïé ! Un banquet vaut bien Verdun...

La grande bouffe terminée, on passe l'après-midi à se raconter les bonnes vieilles histoires viriles. On braille quelques refrains grivois de militaires. C'est patriotique et touchant.

Puis c'est l'heure de s'en retourner chez la bourgeoisie, on se dit : Salut, à la prochaine !

On range les décorations dans la boîte à biscuits. On explique à la bourgeoisie qui se pâme et aux petits-enfants qui s'émerveillent comment on a étripé les boches, comment on a gagné la guerre, comment on a sauvé la France.

Enfin, on regarde à la TV le ministre des Anciens combattants et le Président de service glorifier gna-gna-gna... des milliers de Français moyens s'endorment devant leurs postes en rêvant de trompettes et de mitraillettes, de sang impur abreuvant les sillons de Douce France. Quelle mâle volupté ! Vrai, c'était le bon temps.

P.L.

(Texte extrait de l'exposition du groupe Makhno).

LA LIBERTÉ A TRAVERS LES AGES

SCENARIO: EPISTOLIER

PESSON: M. TRUBJIN

## LA RÉVOLTE DES RUSTAUNDS



Cette bande dessinée d'Epistolier-Trubjin est parue dans Le Citron hallucinogène, périodique de bandes dessinées.

à suivre

# DÉMOCRATIE

ASSEZ de rois Badin-guet de France ou d'Albion ! Des rois d'Orange, de Gaule ou de Prusse ! Des rois du pétrole !

Assez des Etats jacobins, des Etats de droite et des Etats de gauche ! Assez des rois qui cachent leur nom !

Notre espace est à gagner. Cette terre est à nous ! Ces villes sont à nous ! Ces océans, ces ciels sont à nous !

Et nous allons les reprendre ! L'héritage nous a été volé, mais les voleurs n'en profiteront plus guère. La vengeance est proche, les ploucs sont en marche, et qui n'a rien à perdre a tout à gagner...

Notre temps de peine coule et coule, mais demain, nous serons dix, puis cent, puis mille, puis un peuple qui aura puissance et droit de tout détruire.

Nos caprices seront sentencés ! Nous détruirons... leur triste monde sera page blanche, toile vierge, et nous referons le poème où chaque mot est parole de joie, nous repeindrons l'humanité où chaque forme est coulée aux voluptés de la jeunesse... nous referons un monde sans vieillesse.

Car, sachez-le bien : soumis en enfance fatalement un jour ou l'autre colère et révolte !

Saccageons leurs prétentieux et ridicules jardins à la française ! Brûlons Descartes, Calvin, Malherbe !

Là, vous autres, pharisiens ! calvinistes ! fonctionnaires ! technocrates ! Français moyens ! enfants de Descartes ! Et vous la députaille ! Et vous les militaires ! stupides et béates marionnettes que le bourgeois ébranlé en vous glissant des sous dans la fente !

Et vous, les salauds qui avez couvert notre terre de résidences secondaires, quadrillé nos villes de vos administrations, endeuilé nos océans de votre pétrole, griffé nos ciels de vos boeings, vous, les voleurs de lune, les princes des cités satellites, les marchands d'infarctus, vous autres, princes, bourgeois et serfs, vous êtes foutus !

A coups de matraques et de sophisme, vous gardez le pouvoir, mais le pouvoir est au peuple et le scandale est en haut.

Et vous vous croyez forts ? Peut-être bien que vous l'êtes, vous êtes forts de la force imbécile et scandaleuse que confère l'habitude, le nombre et la médiocrité ! Ce que vous appelez : DÉMOCRATIE.

P.L.

(Texte extrait de l'exposition du groupe N. Makhno).

LE N° 29 DE « LA RUE » EST PARU

SPÉCIAL AUTOGESTION EN VENTE A PUBLICO : 20 F



## Stratégie de rechange

suite de la page 5

Un contexte de chômage, une législation ambiguë (discordance entre l'âge d'accès à l'emploi et la durée de la scolarité obligatoire), la possibilité d'éviter l'impôt et autres charges sociales et donc de produire à des prix compétitifs, incitent les travailleurs italiens à créer leurs entreprises qui prennent bien souvent la forme de l'exploitation familiale à domicile, avec comme conséquences l'allongement de la journée de travail, la participation de la mère et des enfants, des conditions de travail précaires et des salaires équivalents à ceux pratiqués à Hong-Kong. (Le but est atteint). En Italie, cette économie au noir se développe dans les secteurs les plus divers, aussi bien traditionnels que modernes — agriculture, chaussure, habillement, petite mécanique, électronique — et permet de produire des biens compétitifs à l'exportation.

Il s'agit bien, en vérité, d'une stratégie de rechange qui permet au pouvoir, d'une part, de fortifier la situation des classes dirigeantes pour parvenir à relever le « grand défi » économique, d'autre part, de favoriser un vaste secteur économique d'auto-exploitation qui lui fournira des produits d'exportation à très bon marché. Car il y a là un double avantage socio-économique pour les dirigeants : d'une part, celui de disséminer les travailleurs et d'en faire leurs propres auto-exploiteurs, et d'autre part, d'y trouver une nouvelle forme d'extorsion de plus-value rendue possible par l'apparition de nouveaux procédés de travail, permettant de fabriquer les produits les plus élaborés en ayant recours à de la main-d'œuvre non qualifiée.

Et cette mutation (qui existe à l'Est comme à l'Ouest) s'amorce dans des conditions socio-politiques et mentales très favorables en France : les travailleurs ont rarement été aussi désunis et absents des luttes; l'échec des socialismes existants paralyse la population, plus soucieuse de s'enterrer dans l'immobilisme que de réfléchir sur un changement radical; le développement du racisme organisé au niveau du gouvernement trouve un écho favorable parmi de larges couches sociales et y compris parmi les ouvriers; un parti communiste aussi fasciste que le pouvoir actuel et un parti socialiste complètement stérile; une partie de la jeunesse ne croyant pas ou plus à la révolution semble s'engager justement dans des voies plus individualistes et « réalistes », consistant à ne plus planer dans les théories de la révolution, mais à concrétiser certaines idées dans la vie quotidienne : c'est par exemple la création de petites entreprises autogestionnaires (l'imprimerie) ou plus généralement une forme de vie plus autonome, permettant de travailler et de vivre selon ses besoins personnels. A ceux-là, je ferai appel moi aussi à leur réalisme en leur disant que membre social, nous le sommes, membre utile, nous devons l'être, il ne faut pas se tromper : changer sa vie nécessite changer l'espace social dans lequel nous existons. Comme j'ai essayé de l'expliquer dans cet article, ce n'est pas d'une société dualiste composée de deux sous-ensembles sociaux indépendants dont il est question. Au contraire, toute forme de vie sociale marginale sera encouragée par l'Etat qui la prendra en compte afin qu'elle alimente le système.

Voilà ce que nous proposons (pardon, imposent) les pouvoirs : une régression sociale d'un siècle. Les pouvoirs n'ont pas changé (qui en doutait ?); il garderont toujours le même sinistre visage. Une seule solution, les supprimer.

Christian ABILY

## ETHNOGRAPHIE CONTEMPORAINE

## Les indiens Jivaros en Equateur et leur fédération

Qui n'a jamais entendu parler des indiens Jivaros, les célèbres réducteurs de têtes ? A l'époque où les ethnologues redécouvrent, quatre-vingts ans après Kropotkine, que les sociétés primitives ignoraient l'Etat, et où les derniers représentants de l'ère préhistorique relèvent la tête et nous proposent leur sagesse comme mode de vie (1), il n'est peut-être pas inutile d'aller faire un tour en Amérique Latine pour voir ce qui s'y passe.

Il faut, pour commencer, préciser que cet article a une petite histoire. Il a été rédigé par Maurizio Gnerre, de l'université de Campinas (Brésil) et traduit par Renato Korseti, en esperanto, pour le compte du mensuel *Sen-naciulo*, qui récidive ce mois-ci par la parution d'un article richement documenté sur le plan sociologique. La traduction espéranto-français que l'on va lire ci-dessous respecte au maximum le texte original, sans passer sous silence les ambiguïtés qui rendent compte, par leur existence même, de la réalité de la vie des Jivaros en 1981.

## La première colonisation

Cette ethnie indienne occupe une partie de l'Amazonie, à cheval sur le Pérou et l'Equateur. La création d'une fédération inter-tribale n'est pas le fait du hasard et correspond à une vieille tradition de lutte. Les premiers contacts entre les Jivaros et les Espagnols eurent lieu en 1550. De cette date commença une lutte permanente contre les tentatives de pénétration, et ce n'est qu'à partir de la deuxième partie du XIX<sup>e</sup> siècle que l'on peut parler de colonisation avec occupation du sol, accompagnée de l'implantation de missions chrétiennes (salésiens et franciscains).

Jusqu'à dans les années 30, les missionnaires ne réussissent pas à entamer la résistance active et passive des Jivaros. Cette résistance prit de telles proportions qu'un évêque, en 1922, écrivit au pape Benoît XV : « Saint-Père, nous avons l'impression d'arroser un piquet desséché ».

## La phase deux de la colonisation

Pour vaincre cette résistance, les missionnaires réussirent à faire entrer de force des enfants dans des internats. En 1969, une revue salésienne devait avouer : « Nous ne savons pas ce qu'il faut le plus admirer, soit le dévouement, la patience, le sens tactique des héralts du Christ, soit le déchirement douloureux des petits indigènes éloignés de leurs mœurs ancestrales, du charme de la forêt, et en plus, de leur goût absolu et invincible pour la liberté. Cependant, ils se sont adaptés à leur nouvelle vie qui doit en faire des créatures cultivées et valeureuses, grâce à l'étude de la vraie religion, de la littérature, de la science des méthodes de travail professionnelles et agricoles, et de tout ce qui génère la personnalité humaine ». Dans ces écoles, l'usage de la langue maternelle était proscrit, et tout élève surpris en train de parler le jivaro subissait une peine humiliante destinée à le ridiculiser devant ses camarades.

Au début des années soixante, des missionnaires plus clairvoyants décidèrent de « créer » des chefs locaux, choisis parmi

les plus anciens élèves. A partir d'une première expérience réalisée à Sukua, dans la province de Morona-Santiago, des centres de regroupements furent constitués, et en 1965, on en dénombrait déjà cinquante-deux dont les chefs décidèrent de fonder la Fédération provinciale des centres Jivaros, sous la conduite du chef « historique », Mikaelo Tankamas.

Il existe en 1981 cent cinquante-quatre centres regroupés en treize associations comportant plus de vingt mille membres. Dans chaque centre, les différents responsables sont élus, mais assistés de deux missionnaires salésiens.

## La maturation de la Fédération

Dès 1968, la Fédération disposa d'un émetteur-radio, élément fondamental de communication dans une région où les liaisons sont très difficiles. Rapidement, les émissions passèrent du stade de petites annonces à celui des

Lors de la dixième assemblée générale de la Fédération (en janvier 1973), il a été décidé : de conserver définitivement la surface que les Jivaros possèdent d'ores et déjà, et de la conserver indivise; de réclamer à l'IERAC la transmission des titres de propriété aux centres jivaros sous une forme collective; d'exiger la limitation des surfaces à coloniser; de faire cesser tout projet de colonisation sur la région effectivement occupée par les Jivaros.

On peut préciser que pour ces projets de colonisation établis dans les bureaux de la capitale Quito, on avait oublié la présence des indiens...

En 1975, trente-cinq centres avaient vu leur reconnaissance légale effectuée sur une surface de 95 704 hectares (77,30 hectares par familles).

Dans le secteur de la santé publique, la Fédération mène une grande activité, avec l'aide de volontaires et de religieuses, avec



débats politiques, pour lesquels les Jivaros ont toujours manifesté un goût profond. Le résultat ne se fit pas attendre : en 1969, les colons blancs brûlèrent le siège de la Fédération, mais l'émetteur-radio avait auparavant été placé en lieu sûr. En quelques heures, des centaines de Jivaros armés investirent Sukua, montrant ainsi leur volonté de rester maîtres chez eux. L'Etat préféra négocier et un accord fut passé pour organiser l'enseignement avec tous les moyens disponibles : missions, écoles d'Etat, Summer Institut of Linguistics, radio. Actuellement, 4 242 enfants sont scolarisés, aidés à distance par trois cents enseignants jivaros qui travaillent dans les centres de regroupement.

L'éducation est bilingue et biculturelle. La Fédération reçoit l'aide de volontaires étrangers, mais les Jivaros ont pris le contrôle de la radio, y compris sur le plan technique.

Le problème central reste celui du sol cultivable. La Fédération se propose comme but premier la reconnaissance légale du sol occupé et utilisé par les Jivaros. En Amazonie équatorienne, l'organisme compétent se nomme : Institut équatorien pour la réforme agraire et la colonisation (IERAC). Les responsables de la Fédération ont choisi la voie de la déclaration collective de la propriété de la terre, ce qui est évidemment une décision politique. Des volontaires étrangers ont établi les cartes topographiques de tous les lieux occupés par les indiens.

comme conséquence une diminution de la mortalité infantile et une augmentation démographique.

Il existe d'autres programmes d'action très importants, comme celui de l'enregistrement de citoyenneté », dont le but est l'unification des noms jivaros. En fait, soit par ignorance soit par la mauvaise volonté des fonctionnaires de l'état-civil, les noms étaient toujours écrits de manière différente avec des conséquences désastreuses dans les affaires légales (2). La Fédération a élaboré une liste officielle de noms pour régulariser la situation et éviter des « malentendus » qui étaient toujours en défaveur des indiens. Dorénavant, les noms de famille seront doubles, l'un d'origine occidentale, l'autre d'origine jivaros.

La Fédération édite un grand nombre de brochures bilingues et également un journal, lui aussi bilingue. Elle a créé un Centre de documentation de recherches et de publications, Mundo Shuar, qui a déjà édité plus de cinquante livres dans sept séries dont les titres sont : *Redécouverte de notre monde, Recherches sur les changements du monde, Le Travail professionnel, Manuels linguistiques, Histoire et ethnologie, Mythologie, Chants*. Ces collections mettent à notre disposition une masse d'informations sur la tradition culturelle et la situation actuelle des Jivaros. Nous ne disposons d'autant d'informations pour aucun autre groupe indien d'Amazonie. Les membres de la Fédération payent une très faible cotisation

mensuelle, l'équivalent de 2,50 F.

Une organisation officielle de l'Equateur, la Fondation pour l'évolution de l'Equateur, a financé une partie de ces activités. Y ont également contribué l'organisation ouest-allemande Deutsche Welthungerhilfe, les missions salésiennes, l'organisation Adveniat (a donné un générateur électriques), et des Italiens (une scierie).

Indubitablement, les Jivaros montrent une grande habileté diplomatique dans leurs relations avec les instances officielles et privées. La Fédération a même ouvert un bureau à Quito. Un des acquis les plus positifs de l'action de la Fédération est la disparition de l'image du petit indien soumis (le Jivarito), dont parlaient autrefois les missionnaires. Cette image a été remplacée par celle d'un Jivaro moderne, ce qui correspond à la phase de la reconquête de sa propre identité. De vieux colons blancs m'ont dit, il y a peu de temps : « Nous ne reconnaissons plus ces Jivaritos. Autrefois, ils souhaitaient travailler pour nous, maintenant, ils ne veulent plus ».

Ici s'arrête l'article de Maurizio Gnerre. Le sentiment de sympathie qu'il éprouve pour ce groupe d'indiens est évident tout au long de cet article. Ce texte met en évidence la réapparition d'un groupe ethnique à la recherche de son identité et de la maîtrise de son destin. Ses ennemis et faux amis sont nombreux : les colons blancs, l'Eglise, l'Etat, les organisations humanitaires qui sont souvent l'avant-garde des marchands, etc. Malgré la puissance de ces adversaires et sa propre faiblesse, ce peuple indien a l'air de se retrouver lui-même avec beaucoup d'habileté, en conservant toute la richesse culturelle, affective et sociale des tribus primitives. Ils nous apportent une preuve supplémentaire de l'inanité des thèses sur la fatalité de prétendues lois historiques.

Il est possible de concevoir un monde sans propriété privée, sans hiérarchie, sans rapports de domination. Les indiens Jivaros font mieux que le concevoir, ils le vivent, et ils se battent pour le vivre mieux. Par delà tant de milliers de kilomètres, nous leur adressons notre salut fraternel, et nous les remercions d'être ce qu'ils sont.

Yves PEYRAUT

(1) Voir les récents articles parus sur ce sujet dans le ML.

(2) Un des meilleurs exemples est celui du nom de l'ethnie : les espagnols disent « Jivaros », mais les indiens se nomment eux-mêmes Chouara.

## Rectificatif

Deux errata ont modifié la compréhension de deux phrases de l'article « Les Transports » paru dans le ML N° 384 du 15 janvier 1981 :

1. Les automobilistes (et non les automobiles) constituent une aggrégation d'individus...
2. Je suis également parfaitement conscient de la non-viabilité de telles solutions dans les sociétés archaïques (et non anarchistes) qui conduiraient à la création d'un climat de délation insupportable.